

Deux ans après la crise de 2008, une forte hétérogénéité règne au sein des principales économies mondiales. La France figure aux rangs des pays marqués par une croissance décevante au premier trimestre 2010, qui s'oppose au dynamisme de pays tels que les États-Unis et le Japon. Au deuxième trimestre, la demande intérieure s'est accélérée dans les économies avancées. Son dynamisme a permis notamment de soutenir la croissance et a provoqué un certain rééquilibrage des échanges mondiaux. Mais cette reprise fragile a montré rapidement des signes d'essoufflement. Au troisième trimestre l'activité a ralenti en France et en Europe en dépit du renforcement de la demande intérieure.

Dans ce contexte, les indicateurs de l'économie régionale permettent néanmoins à ses différents acteurs de reprendre confiance. Les industriels et les professionnels de la construction mentionnent une remontée du niveau de leur activité. Dans le secteur des services, la demande est également plus soutenue. Les agriculteurs font état de la reprise des prix de leurs productions. Les professionnels du tourisme accueillent avec satisfaction la remontée de la clientèle étrangère. Toutefois, l'emploi salarié est en léger recul et le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 2,8 %.

► **Alain BATIFOULIER, Insee**
(Rédaction achevée le 5 janvier 2011)

Contexte économique international : une reprise encore incertaine

En Europe comme en France, le premier trimestre 2010 a été marqué par une croissance décevante, due à une demande intérieure atone. Ce résultat contraste avec le dynamisme observé aux États-Unis et au Japon : les premiers sont restés portés par des mesures d'une relance gouvernementale toujours massive ; le second a bénéficié de sa proximité avec l'Asie émergente.

Au cours du deuxième trimestre, dans les économies avancées, la demande intérieure s'est accélérée. Son dynamisme a permis notamment de soutenir la croissance aux États-Unis et en Allemagne. Il a également provoqué un certain rééquilibrage des échanges

mondiaux : pour la première fois depuis la mi-2009, les importations des économies avancées ont crû plus rapidement que celles des économies émergentes. Mais la reprise mondiale, fragile, a montré des signes d'essoufflement. Dans les économies avancées et émergentes, les chefs d'entreprise, à travers les enquêtes de conjoncture, ont signalé un ralentissement de leurs commandes, notamment à l'exportation, et de leurs perspectives d'activité.

Au troisième trimestre, en France comme en Europe, l'activité a ralenti. La demande interne s'est renforcée, mais le mouvement de reconstitution des stocks a été de moindre intensité. En outre, le rebond des importations a engendré une contribution négative du commerce extérieur. Le ralentissement du commerce mondial, déjà à l'œuvre

depuis plusieurs mois, pourrait se poursuivre. Toutefois les conjonctures nationales sont très hétérogènes. Au Japon, l'expiration du dispositif de soutien au secteur automobile et le ralentissement des débouchés en Asie émergente entraîneraient la rechute de l'activité en fin d'année. Aux États-Unis, la croissance resterait soutenue par la résistance de la consommation des ménages. En Europe, l'activité reste favorablement orientée dans un contexte de reprise de la demande intérieure. Mais des disparités importantes existent au sein de la zone euro. Au premier semestre 2011 sa croissance risque de se modérer sous l'effet du ralentissement des débouchés à l'exportation et de la mise en œuvre des mesures de redressement des finances publiques dans nombre de pays.

Au quatrième trimestre 2010, la croissance de la France se renforcerait à + 0,5 % grâce au dynamisme des services, à l'accélération de la production industrielle et au redressement du secteur de la construction. Elle serait de + 0,3 % et + 0,4 % au premier et deuxième trimestres 2011. L'économie française se maintiendrait ainsi sur la tendance modérée qu'elle connaît depuis la sortie de récession. ▽

Conjoncture industrielle

Durant les neuf premiers mois de 2010, quelques secteurs de l'industrie régionale ont été mis à l'épreuve, avec à la clé des emplois menacés ou supprimés. La production de motos Voxan (Issoire) s'est achevée sous les coups de marteau des commissaires-priseurs. D'importants établissements tels qu'Auvergne aéronautique (industrie aéronautique) et les Tanneries du Puy (travail du cuir) ont été placés en redressement judiciaire. D'autres comme Bréalu (travail des métaux) ont été mis en cessation de paiement. Des projets de restructura-

tion ont suscité des inquiétudes chez les salariés d'Erasteel et de Valéo. Pour ceux de JPM ou de Diétal, la crainte est née de la délocalisation d'une partie de la production hors de la région. Des pertes d'emplois ont été enregistrées dans l'industrie du papier-carton (mise en liquidation judiciaire de l'entreprise Cartona Pack avec la suppression d'une trentaine d'emplois). Cette menace pèse sur l'industrie pharmaceutique (fermeture envisagée du site des laboratoires Schering-Plough, avec à la clé une centaine d'emplois supprimés).

Néanmoins pour d'autres secteurs, des perspectives prometteuses sont apparues. Le groupe Limagrain (industrie agroalimentaire) a renforcé ses capacités en meunerie (achat d'une minoterie automatisée) et mis en place un partenariat financier avec l'État. L'établissement Bosch de Moulins-Yzeure (industrie automobile) a bénéficié d'un financement de 30 millions d'euros pour préparer la production de nouveaux systèmes de freinage en 2011. Comme prévu en 2009, l'aciérie Aubert et Duval a lancé la construction de son unité de fabrication de produits en titane. Le groupe NSE, basé à Nizerolles (Allier), a accru son ouverture à l'international (rachat d'une usine canadienne). Des projets d'établissements spécialisés dans la production énergétique se concrétisent : centrale électrique avec biomasse (Commentry) ; centrale thermique (Bayet) ; fabrique de granulés bois pour le chauffage (Arlanc). Par ailleurs plusieurs productions régionales ont permis de rappeler l'importance de la recherche dans le domaine

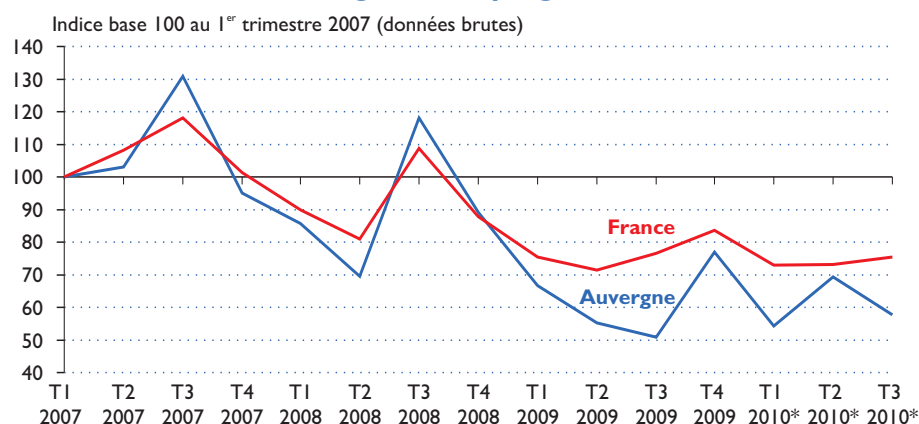
industriel : pneu moto (Groupe Dunlop) ; nouveaux pneu agricole et pneu vélo (groupe Michelin) ; bouteille d'origine végétale (groupe Volvic). Selon l'opinion des chefs d'entreprises, le contexte de l'année 2009 a permis un net redressement de leur activité marquée par la crise de l'année précédente. Durant le premier semestre de l'année 2010, la demande globale a poursuivi sa progression malgré un rythme plus ralenti. Dans le même temps, la demande étrangère s'est amoindrie. Sous l'effet conjugué de ces deux éléments, les rythmes de production ont alors ralenti (taux d'utilisation des capacités de production en deçà de la moyenne de longue période). Mais les stocks ont suffi à satisfaire les commandes en cours. À l'amorce du troisième trimestre, la demande étrangère a repris du volume et les carnets de commande avec. En réponse, les rythmes de production se sont accélérés et ont éga-

lement permis une reconstitution rapide des stocks. Les industriels auvergnats estiment que ce climat plus favorable devrait perdurer au-delà des derniers mois de 2010. ▶

Bâtiment : retour à une hausse des mises en chantier et des autorisations

En 2010, les professionnels auvergnats du secteur de la construction font état d'une amélioration de leur situation après deux années défavorables. Le début d'année laissait pourtant entrevoir un nouveau passage à vide. Mais au fil du temps l'accélération du rythme des affaires a créé un climat de confiance grandissant. Cette tendance semble devoir se prolonger au vu de certains éléments. Les carnets de commandes se regarnissent. Les chantiers actuellement en attente offrent une perspective moyenne de cinq mois de travail.

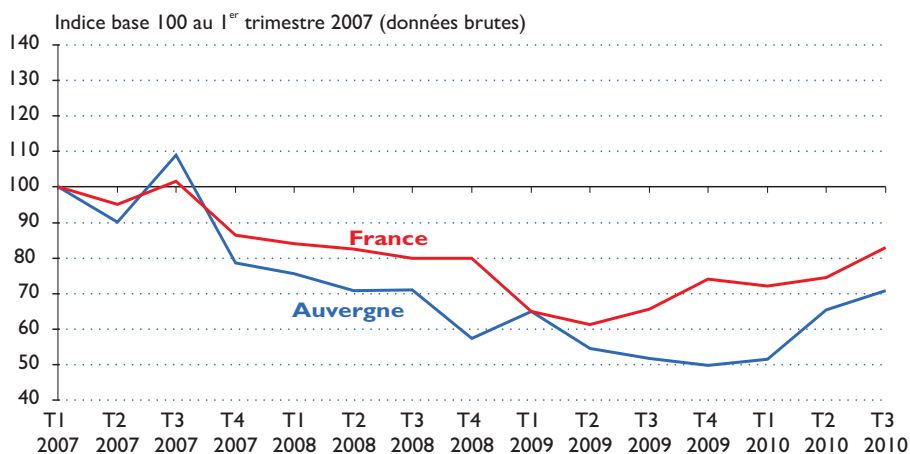
▶ Mise en chantiers de logements : progression saccadée



* provisoires pour 2010

Source : Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer - Base Sit@del 2

▶ Logements autorisés : remontée marquante



Source : Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer - Base Sit@del 2

De janvier à septembre, le nombre cumulé de logements mis en chantier en Auvergne a augmenté de 5,0 % (données provisoires) par rapport à celui de la même période en 2009. Cette progression d'ensemble plus favorable que la moyenne nationale (- 0,9 %) repose avant tout sur celle du nombre de logements collectifs (+ 35,8 % ; - 3,0 % en moyenne nationale). En effet les résultats du secteur individuel s'orientent à la baisse (- 3,5 % ; + 1,0 % en moyenne nationale).

Les autorisations de construire progressent elles aussi dans leur ensemble (+ 9,7 %), mais moins fortement qu'au

niveau national (+ 19,5 %). La réduction du nombre d'autorisations dans le secteur collectif régional (- 4,1 % contre + 15,8 % au niveau national) est à l'origine de cet écart. ▶

Demande soutenue dans les services

En Auvergne, au cours de l'année 2009, une majorité de responsables d'entreprises de services ont fait état de la montée en puissance de leur activité. La tendance se confirme au cours des neuf premiers mois de 2010, en dépit d'un léger ralentissement ressenti au troisième trimestre. Le niveau de la demande prévu à la hausse pour la fin de l'année devrait induire une réaccélération de l'activité.

Dans les services aux entreprises, le bilan de l'année 2009 est perçu par une majorité de chefs d'entreprise comme globalement satisfaisant. Le ressenti sur l'activité des trois premiers trimestres de 2010 reste du même ordre. Sur cette base, les derniers mois de l'année devraient être marqués par la poursuite de cette tendance. En revanche dans les services aux particuliers, l'année 2009 est jugée plus négativement par les entrepreneurs du secteur. La hausse du niveau d'activité au cours des trois premiers mois de l'année 2010 a suscité un regain d'optimisme chez une majorité d'entre eux. Mais le climat des affaires a atténué cet optimisme durant les trimestres suivants. Les perspectives pour les mois à venir restent toutefois bien orientées. ▶

Agriculture : des résultats disparates selon les filières

L'année 2010 est marquée par la reprise des prix agricoles dans certains secteurs et par une tendance à la baisse du coût des moyens de production.

En grandes cultures, les récoltes sont d'un bon niveau. Avec près de 14,5 millions de quintaux, la production céréalière auvergnate est en retrait de 2,5 % sur celle de 2009. Mais elle se situe encore 10 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années et figure parmi les meilleures récoltes de la décennie. Les surfaces sont en légère baisse (- 1 %) avec un rééquilibrage du blé aux dépens de l'orge et du maïs grain. Les rendements décrochent un peu par rap-

port à 2009. Ils demeurent bons en blé (64 quintaux à l'hectare pour une moyenne quinquennale de 58), moyens en maïs (92 quintaux à l'hectare pour une moyenne de 94).

La récolte d'oléagineux est de 800 000 quintaux, en chute de 18 % par rapport à l'année précédente. C'est le résultat de la baisse conjuguée des surfaces et surtout des rendements (29 quintaux à l'hectare en colza contre 35 en 2009).

La production régionale de betteraves industrielles pourrait atteindre le niveau record de l'an dernier (380 000 tonnes) essentiellement à cause de la progression des surfaces (+ 5 %).

Avec un bilan céréaliériste mondial annoncé déficitaire (sauf pour le blé) les cours des céréales flambent depuis l'été en raison du retrait du marché de certains pays exportateurs (Russie, Pays de la mer Noire). Ainsi depuis le mois de juillet les prix du blé et du maïs, en hausse de 60 %, approchent les sommets de la campagne 2007-2008. Même tendance pour les oléagineux : la forte baisse de production européenne et l'augmentation de la demande en agrocarburants entraînent des hausses de prix (+ 45 % en colza).

Dans le secteur animal, la situation des producteurs laitiers s'améliore après la difficile année 2009. Les volumes livrés aux laiteries se redressent (+ 4 % depuis le début de l'année). Le prix payé aux producteurs auvergnats enregistre une hausse de l'ordre de 9 %, conséquence de l'accord interprofessionnel conclu en cours d'année, de la reprise du prix des produits laitiers industriels sur les marchés internationaux et aussi de l'application de l'accord-cadre régional en faveur du lait destiné aux fromages AOP.

Pour les producteurs de bovins, les difficultés persistent. Les exportations de brouillards sont en léger retrait par rapport à 2009, freinées par la demande réduite des engraisseurs italiens. Les prix s'orientent à la baisse depuis l'été. Ils sont encore légèrement supérieurs à ceux de 2009 pour les mâles (de 1 à 3 %) mais en régression pour les femelles (de 1 à 5 %). Malgré une bonne tenue de la consommation, le marché de la viande bovine reste en difficulté. Une légère amélioration semble s'amorcer en fin d'année entraînant un réajustement

des cours de la viande : progression pour les vaches de réforme (+ 3 %) mais évolution toujours négative pour les autres catégories (- 2 %).

Dans le secteur ovin, la production nationale se stabilise. Les importations de viande sont en recul sensible. La chute de la consommation permet l'adéquation de l'offre à la demande et un raffermissement des cours de l'agneau (de + 1,0 à + 2,5 % sur ceux de 2009)

Pour les productions de porcs et de volaille le marché est globalement équilibré avec une consommation stable et même en hausse pour le poulet mais sans répercussion sur les prix à la production. Dans un contexte européen orienté à la baisse, le cours du porc charcutier demeure sous son niveau de 2009 (- 1,5 %) malgré un léger redressement à partir de septembre. Il en est de même pour le prix moyen du poulet (- 2 %) et de la dinde (- 4 %).

Face à l'évolution des prix des produits agricoles, le coût des intrants est plutôt en baisse avec des écarts importants selon les postes. Ainsi, le prix des engrais baisse (- 32 %) mais celui de l'énergie progresse fortement (+ 25 %). Celui des produits phytopharmaceutiques est stable et celui des aliments du bétail encore en léger retrait (- 5 à - 7 %), malgré la hausse des matières premières en fin d'année. Ces différents éléments conjugués à l'augmentation des subventions liées à la mise en œuvre du bilan de santé de la PAC devraient conduire à des évolutions de revenu très contrastées selon la spécialisation des exploitations. ▶

Tourisme : retour marquant de la clientèle étrangère

À l'issue des neuf premiers mois de 2010, l'activité hôtelière auvergnate affiche un résultat supérieur à celui de 2009 à la même période. Le nombre total de séjours augmente de 3,4 %. Mais la légère érosion de la durée moyenne de séjour a entraîné un moindre accroissement du nombre de nuitées (+ 1,3 %).

Contrairement à la tendance des deux années précédentes, la période est marquée par une présence plus substantielle de la clientèle étrangère (8,6 % de séjours et 4,3 % de nuitées en plus par rapport aux résultats des trois premiers trimestres de 2009). Le pic est at-

teint en mars avec un chiffre de + 30,7 % sur le résultat de l'année précédente. Ce renouveau de la clientèle étrangère est commun aux autres mois, exception faite de février où un recul de 4,8 % par rapport au résultat de février 2009 est enregistré.

La clientèle hexagonale est également en augmentation (+ 2,8 % pour le nombre de séjours par rapport à celui de 2009), avec un volume de nuitées légèrement supérieur à celui de 2009 (+ 0,9 %). Cependant, elle est venue moins nombreuse en janvier (- 5,1 %) et en juillet (- 0,6 %).

La clientèle d'affaires représente un élément important dans la fréquentation hôtelière régionale. Sur l'ensemble des trois premiers trimestres de 2010, sa part s'élève en moyenne à 39,4 % des séjours, soit 1,4 point de plus qu'en 2009 à la même période. L'examen des résultats mois par mois révèle généralement un chiffre supérieur à celui de 2009, y compris pour celui des mois d'été. Seul le mois de février fait exception avec un recul de 4 points, comparé au chiffre relevé en février 2009.

De mai à septembre 2010, la fréquentation des terrains de camping auvergnats a augmenté de 2,0 % par rapport à celle enregistrée en 2009 sur la même période (+ 3,1 % de touristes étrangers ; + 1,6 % pour la clientèle française). La durée moyenne de séjour reste de l'ordre de 4 jours pour l'ensemble des campeurs.

Le nombre de séjours sur un emplacement nu (tente ou caravane) augmente faiblement (+ 1,1 %) alors qu'il s'accroît d'environ 7 % du côté des emplacements locatifs (chalets, bungalows...). Dans le même temps le nombre d'emplacements nus occupés continue de diminuer (- 1,5 %) à l'avantage des emplacements locatifs (+ 9,2 %).

Entreprises : niveau élevé des créations industrielles

Au cours des trois premiers trimestres de 2010, 7 070 entreprises ont été créées en Auvergne, soit une augmentation de 5,1 % par rapport au résultat de 2009 sur la même période. Cette progression inférieure de 6,3 points à la tendance nationale permet toutefois de confirmer le succès de l'auto-entreprise

dans la région. En effet une création d'entreprise auvergnate sur deux émane de ce procédé comme en 2009 (progression de + 8,1 % pour l'ensemble des secteurs contre + 19,8 % en moyenne nationale). En 2009, l'impact des auto-entreprises avait été tel qu'il avait induit le fort recul des autres formes de création, en Auvergne comme en France. Au cours des trois premiers trimestres de 2010, le phénomène semble s'être atténué puisque les autres formes de création progressent de 1,1 % en Auvergne et de 1,5 % au niveau national.

À l'échelle départementale, le niveau des créations d'entreprises dépasse la moyenne régionale dans le Puy-de-Dôme seulement (+ 7,5 %). Il progresse de 4,1 % dans l'Allier et se limite à 2,7 % en Haute-Loire. À l'opposé dans le Cantal, le volume d'entreprises créées baisse de 2,7 %, suite au recul du nombre de créations par auto-entreprise (- 17,0 %).

Les créations d'entreprises augmentent dans les principaux secteurs de l'appareil productif régional, le commerce mis à part (- 6,6 %) : industrie (+ 39,5 %), construction (+ 18,5 %), ensemble des services (+ 3,4 %). La plupart des créations sectorielles de la région accusent un retard avec leur moyenne nationale : construction (- 2 points) ; commerce (- 10,9 points) ; services (- 8,1 points). La situation de l'industrie régionale tranche avec celle des autres secteurs. Son niveau de création d'entreprises

dépasse de 21,4 points la moyenne nationale. En son sein, les autres formes de créations l'emportent sur les auto-entreprises avec 58 % du total. Une activité se distingue particulièrement : la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné. Le nombre d'entreprises auvergnates créées dans ce domaine de janvier à septembre 2010 est trois fois plus important que celui de 2009 à la même période (+ 81,6 % au niveau France).

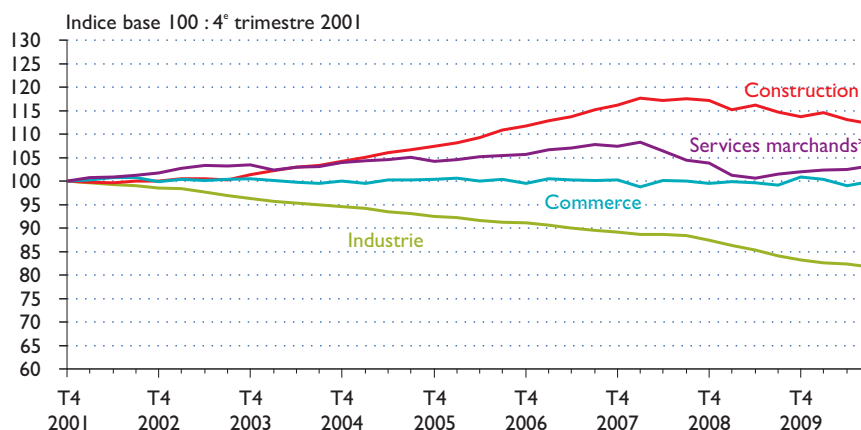
Au cours des neuf premiers mois de 2010, 547 défaillances d'entreprises ont été prononcées en Auvergne (données brutes provisoires au 23/12/2010), soit une diminution de 9,3 % par rapport au résultat de 2009 sur la même période (France : 37 706 contre 39 570 en 2009, soit - 4,7 %).

Emploi : légère baisse, disparités sectorielles

Sur l'ensemble des trois premiers trimestres de 2010, l'emploi salarié des secteurs « principalement marchands » en Auvergne a légèrement reculé (- 0,2 %), alors qu'il a recommencé à progresser au niveau national (+ 0,5 %). La hausse de l'emploi dans les services, notamment dans l'intérim, ne suffit pas à compenser les pertes dans les autres secteurs et l'Auvergne perd encore environ 500 emplois sur les neuf premiers mois de 2010.

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands en Auvergne

Données CVS en fin de trimestre



(*Y compris intérim)

Source : Urssaf ; Insee

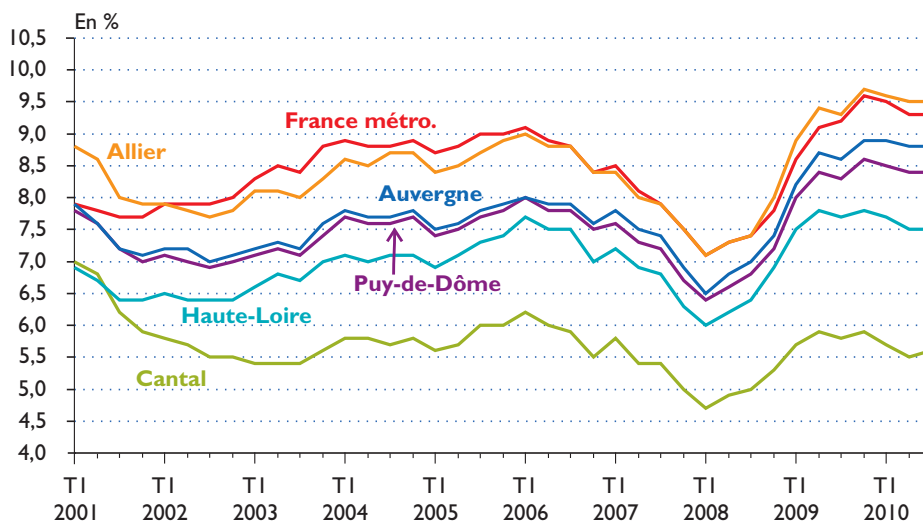
L'emploi dans l'intérim - par nature très sensible à la conjoncture - a progressé de 20 % dans la région sur les trois premiers trimestres de 2010, sans pour autant retrouver son niveau du début 2008. Dans les services marchands (hors intérim), l'emploi salarié a légèrement augmenté en Auvergne (+ 0,1 %) moins vite qu'en France métropolitaine (+ 0,8 %).

Dans l'industrie et la construction, l'emploi a encore reculé sur les neuf premiers mois de l'année 2010 dans la région comme au niveau national, mais nettement moins qu'en 2009. Sur la même période, le nombre d'emplois continue de se réduire dans le commerce en Auvergne (- 0,7 %) alors qu'il a légèrement progressé au niveau national (+ 0,2 %).

Fin septembre 2010, le taux de chômage régional s'élève à 8,4 % en moyenne trimestrielle (résultat provisoire) contre 8,3 % un an plus tôt. L'Auvergne conserve une situation plus favorable que la tendance nationale (9,3 % contre 9,2 % fin septembre 2009).

Le nombre de demandeurs d'emploi auvergnats inscrits en catégorie A* s'élève à 49 469 à la fin du troisième trimestre 2010. En un an, il subit une augmentation de 2,8 %, contre + 3,3 % en France

» Taux de chômage localisé en moyenne trimestrielle Données CVS



Source : Insee

métropolitaine (qui totalise 2 688 500 demandeurs d'emploi de cette catégorie). À l'échelon départemental, la hausse la plus élevée est enregistrée dans le Puy-de-Dôme (+ 4,5 % sur un an). Dans l'Allier l'augmentation an-

nuelle est équivalente à la moyenne régionale. Le nombre de demandeurs d'emploi est stable en Haute-Loire (- 0,1 %) et orienté à la baisse dans le Cantal (- 2,9 %). ▶

* Demandeurs d'emploi de catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

Le volet présentant la conjoncture agricole a été rédigé par le service statistique de la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

► Pour en savoir plus

- « Note de conjoncture » Collection Insee conjoncture - décembre 2010
- « En 2010, hausse des créations d'auto-entreprises mais aussi des sociétés », Insee Première n° 1334 - janvier 2011